

RÉSISTANCE POLONAISE

DOCUMENTS

Edité par le Comité Central de la Lutte pour l'indépendance de la Pologne

LA CONTRIBUTION DE L'ARMÉE POLONAISE dans la libération de la France

“ POUR NOTRE LIBERTÉ
= ET LA VOTRE = ”

Les deux batailles capitales de Cassino et de Chambois-Falaise, dans lesquelles les forces polonaises ont joué un rôle prépondérant, voire décisif, si on s'en tient aux termes des communiqués interalliés, sont intimement liées. Elles le sont, non seulement en vertu du vieil adage militaire sur la solidarité des différents fronts, mais encore pour des raisons beaucoup plus nettes et précises.

Il est aujourd'hui avéré que le Haut Commandement interallié avait décidé de différer le débarquement en France jusqu'au jour où il aurait réussi, en Italie, la rupture de la ligne Gustav, à savoir la capture de sa position clef : le monte Cassino. Il y a donc entre les deux batailles, l'une ouvrant la route de Rome et l'autre celle de Paris, un rapport de cause à effet. Les motifs en sont aussi simples que matériels. En effet, la conquête du formidable bastion de la ligne Gustav exigeait une si prodigieuse quantité de munitions d'aviation et d'artillerie, et partant de transports, que les alliés ne pouvaient pas conduire les deux opérations parallèlement. Il fallait que l'une succédât à l'autre. Au surplus il n'était pas permis d'intervertir l'ordre des facteurs, car il eût été fort risqué de s'engager à fond à l'Ouest en laissant aux Allemands la position dominante de Cassino, grâce à laquelle ils eussent pu déclencher une dangereuse contre-offensive.

Une position imprenable

Les Allemands étaient parfaitement au courant de cette situation, d'où les sarcasmes de leur propagande, car ils considéraient la position de Cassino comme absolument *imprenable*. Voilà pourquoi nous entendions tous les jours à la radio et lisons dans les journaux « français », dirigés par les nazis, que le débarquement aurait lieu aux calendes grecques.

Pour commencer, les événements leur donnèrent raison. Pendant plus de quatre mois, depuis le début de janvier 1944, en dépit d'une gigantesque préparation d'artillerie et d'un pilonnage, non moins fantastique, exécuté par l'aviation, tous les assauts des alliés avaient échoué. Cela se comprend car il était difficile, même par un feu d'enfer, de neutraliser un adversaire résolu, disposant d'abris proprement invulnérables, creusés naturellement dans la paroi rocheuse de la montagne. Il fallait, peut-on dire, aller l'y cueillir à la main.

Le pavillon polonais flotte à Cassino

Enfin, le 16 mai 1944, c'est au deuxième corps polonais que fut dévolu cette meurtrière besogne, difficile entre toutes, a souligné, à l'époque, le correspondant du *New-York Times*, puisqu'il devait se heurter à l'effectif, fraîchement doublé, du corps parachuté allemand, une élite fanatisée que les Américains avaient surnommée « the green devils », les démons verts.

Au premier jour, après avoir atteint leurs objectifs initiaux, les Polonais furent néanmoins rejetés par une furieuse contre-attaque en subissant évidemment de lourdes pertes.

Ils se regroupèrent et le lendemain repartirent à l'assaut sur un autre point, où jamais encore aucune opération

n'avait été tentée car, selon le correspondant du *New-York Herald Tribune*, ce côté de la montagne était jugé « tout à fait impossible ».

Finalement, après 24 heures d'un « *animal struggle* », d'une lutte sauvage, enragée, ininterrompue, le drapeau polonais, rouge et blanc, fut planté au sommet des ruines de la fameuse abbaye.

Nous passerons rapidement sur l'enthousiasme soulevé en Angleterre et en Amérique par cet événement, sur les descriptions effarantes de l'épouvantable charnier que représentaient, après la bataille, les flancs escarpés et traîtreusement tortueux tout à la fois, de la montagne que l'on ne pouvait gravir, bien souvent, qu'en se servant d'échelles de corde.

Des anciens prisonniers

Nous ne nous étendrons pas non plus sur les félicitations officielles, celles de George VI et des commandants en chef, anglais et américain, ni sur le grand Ordre du Bain, décerné au général polonais Anders. Par contre, nous croyons intéressant de donner quelques détails sur l'origine de ces braves, qui accomplirent l'exploit du 18 mai, préluant à celui que devaient parachever, trois mois plus tard, leurs compatriotes, débarqués sur la côte normande.

(Suite page 7)

Lire en page 3 :

La réforme agraire en Pologne

Lire en page 4 :

Les Polonais de l'étranger ne reconnaissent que le Gouvernement de Londres

Oracles

Dans son numéro du 23 décembre dernier, la revue hebdomadaire anglaise *The Economist* publie un article intitulé « Oracles » dont nous extrayons les principaux passages :

« Ni l'invocation des principes, ni les références à la Charte de l'Atlantique, ni une acceptation « d'un accord mutuel sur les rectifications des frontières », de l'attitude des Russes, refusant de négocier la question des frontières et tendant à contraindre les Polonais à accepter un arrangement imposé. Il est regrettable que MM. Roosevelt et Churchill aient cherché à disculper Moscou en assurant que la question pouvait être résolue par le moyen d'un « agrément mutuel » alors qu'il n'existe aucune chance de voir aboutir une telle solution.

« Cependant le dilemme devant lequel se trouvent les gouvernements britannique et américain est pénible. Tous deux désirent l'ajournement des questions territoriales jusqu'à la conférence de la paix et souhaitent que le problème polonais soit réglé par la voie des négociations et non pas par la contrainte. Au surplus tous deux reconnaissent le Gouvernement polonais de Londres et, en ce qui concerne les Britanniques, il existe, même, un traité formel signé avec ledit Gouvernement.

« D'autre part, la Grande-Bretagne comme les Etats-Unis ne désirent pas affaiblir les relations amicales qu'ils entretiennent avec la Russie. L'une et l'autre sont pareillement, et par tradition opposées à l'octroi de garanties dans l'Est de l'Europe. Tous deux savent que quoi qu'ils fassent, ils n'entreront jamais en guerre avec la Russie. Ils comprennent que, sans la collaboration de la Russie, ils ne parviendront pas à résoudre les questions européennes.

« Ainsi, quand même ils déplorent les méthodes employées par l'U.R.S.S. dans ses relations avec les Polonais, les gouvernements de Londres et de Washington ne peuvent pas, et ne veulent pas pousser leur intervention au delà d'un certain point ».

« Les compensations territoriales offertes par la Russie aux Polonais ont le grave défaut de ne pas respecter le droit essentiel de la Pologne à l'indépendance. C'est sur ce point que les diplomates anglaise et américaine devrait concentrer leurs efforts et non pas de l'éluder, en acceptant sans discussion la thèse russe.

« Forcément, l'action diplomatique est nécessaire pour faire accepter aux Russes de négocier sur la base de la ligne Curzon, mais pour éviter que cette ligne soit imposée comme condition préliminaire des négociations. Il est toutefois impossible d'espérer que les Polonais consentent à abandonner sans mot dire l'ancienne ville polonaise de Lwow qui n'a jamais été russe.

« Par ailleurs, une pression devrait être exercée sur les Russes afin qu'un véritable gouvernement représentatif soit établi en Pologne libérée.

La Pologne en guerre contre l'Allemagne

Les victoires de l'aviation polonaise

On mande de Londres :

Une escadrille de chasseurs polonais, qui coopérait avec la seconde armée tactique de la R.A.F., a obtenu un grand succès lors d'une récente opération en Allemagne.

Deux escadrilles de chasseurs polonais 302 et 317, coopérant avec la seconde armée tactique de la R.A.F., qui revenaient d'un vol au-dessus de l'Allemagne rencontrèrent une forte formation de bombardiers ennemis de retour d'un bombardement des lignes alliées. Au cours de la bataille qui s'en suivit, les chasseurs polonais détruisirent entièrement 19 bombardiers allemands et en endommagèrent trois. La destruction de deux autres appareils ennemis est probable. De leur côté, les Polonais ne subirent aucune perte.

Cet exploit constitue le second grand succès de l'aviation polonaise pendant cette guerre. Leur plus grande victoire eut lieu le 15 septembre 1940 où ils détruisirent 25 appareils ennemis lors de la bataille de Grande-Bretagne.

Les chiffres suivants relatifs à l'activité de l'aviation de chasse polonaise opérant en Europe pendant 158 jours (depuis le début de l'invasion) prouvent son efficacité : 4.500 sorties, 1.200.000 livres de bombes lancées, 915 véhicules mécaniques incendiés et détruits, 38 chars, 19 locomotives, 83 barques, 94 wagons, 6 sous-marins et 62 véhicules à chevaux détruits.

« Enfin, un effort doit être accompli, en vue de persuader Moscou de faire preuve de bonne volonté, à l'égard des Polonais. Un premier geste serait l'admission de l'aide de la Croix Rouge en Russie, afin d'améliorer la condition tragique que connaissent les milliers de déportés polonais ».

« La pression que l'Angleterre et les Etats-Unis peuvent légitimement exercer sur la Russie se justifie par l'intérêt évident des trois grandes nations à préserver leur alliance. Ce n'est pas une question de rectification de frontières, une affaire de contre-assurances ou de l'attribution de zones d'influences qui peuvent remplacer, pour aucun des Alliés la sécurité basée sur une solide entente mutuelle. Et si cette dernière disparaissait, tôt ou tard, tout le reste serait également perdu. La justice pour les petites nations n'est pas une alternative à l'entente entre la Russie et les démocraties occidentales, mais, à la longue, une condition essentielle de cette entente.

« Ainsi, en pressant les Russes de faire des concessions à la Pologne et d'exprimer sans équivoque leur intention de respecter son indépendance, les Britanniques et les Américains invitent simplement leur alliée à agir dans son propre intérêt.

Massacres, Déportations, Incendies en Pologne occupée par les Nazis

Selon les derniers chiffres publiés par le Gouvernement polonais à Londres, *au moins cinq millions de Polonais*, parmi lesquels 2.600.000 Juifs, c'est-à-dire 14 pour cent de la population de Pologne d'avant-guerre ont péri sous l'occupation allemande. Ils sont morts de privations, dans les camps de concentration, ou ont été assassinés.

Il existe environ 150 camps de concentration en Pologne occupée. Presque tous peuvent être considérés comme des camps de mort. Après leur libération les prisonniers ne vivent pas en moyenne plus de neuf mois. 35.000 prisonniers vivaient dans le camp d'Oswiecim à la fin de l'année 1943 ; à cette époque le chiffre des morts se montait en moyenne à 60 par jour. Jusqu'au début de 1944 plus de 200.000 cartes d'identité de prisonniers avaient été délivrées. En outre un grand nombre de Polonais sont détenus dans les camps de concentration en Allemagne.

Plus de 2.400.000 citoyens polonais ont été déportés en Allemagne aux travaux obligatoires.

Selon les nouvelles parvenues de Pologne au Gouvernement polonais, les Allemands ont incendié les villes de Jaslo et d'Opatow ainsi que les villages environnants.

La ville de Jaslo, située dans la région de Cracovie, comptait en 1939, 15.000 habitants ; celle d'Opatow, non loin de Kielce — 10.000 habitants. Cette dernière fut le siège d'une fameuse abbaye, dont la riche bibliothèque comprenait de nombreux et précieux manuscrits anciens.

La population de ces deux villes fut partiellement déportée en Allemagne. Une partie a été employée aux travaux de fortifications aux arrières immédiats du front germano-russe, où elle est exposé au feu de l'artillerie russe. La population fut expulsée de ses maisons dans des conditions semblables à celles de l'évacuation de Varsovie. Les familles furent séparées, les enfants arrachés à leurs mères, les femmes à leurs maris.

De plus en plus, les Allemands évacuent en Allemagne les établissements industriels de la rive gauche de la Vistule. Récemment, les usines de Starchowice ont été complètement évacuées.

LA POLOGNE ÉTAIT-ELLE UN PAYS ARRIÉRÉ ?

I. - LA RÉFORME AGRAIRE

L'installation à Lublin du « Comité de Libération » — lequel a pris le nom du « Gouvernement Provisoire Polonais », contre la volonté de nos alliés de l'Ouest — est maintenant suivie d'une propagande représentant la Pologne et son Gouvernement légitime sous un jour manifestement faux.

On prétend, notamment, que tout ce qui se passait avant la guerre en Pologne et que tout ce que représentent aujourd'hui les Polonais, en particulier ceux d'Angleterre, possède un caractère « féodal », « réactionnaire » ou « fasciste » et que le vrai progrès et la véritable démocratie n'existent qu'auprès du Comité de Lublin.

Nous n'avons pas l'intention de discuter ici du régime politique de l'U.R.S.S. et de savoir s'il peut être qualifié de démocratique. Nous, Polonais, qui avons été les premiers à conclure en 1921 une paix durable avec l'U.R.S.S., sommes toujours d'avis que le régime politique des deux pays doit être mutuellement respecté.

Cependant, étant donné que Lublin répand des bruits tendant à induire en erreur l'opinion mondiale sur la Pologne, il nous paraît utile d'éclairer certains problèmes, afin que le lecteur français puisse se former une opinion aussi juste qu'impartiale.

LE MYTHE DU FÉODALISME AGRAIRE EN POLOGNE

Commençons par la réforme agraire, annoncée pompeusement par Lublin, réforme qui, soi-disant, doit mettre définitivement fin au système « féodal », tout en apportant à la Pologne une véritable démocratie sociale.

Il n'y a rien de plus faux que le qualificatif de « féodal », appliqué à la structure agraire polonaise. Il suffit de déclarer qu'en 1938, c'est-à-dire au cours de l'année précédant la guerre, 85 % de toute la superficie arable se trouvait entre les mains des petits et des moyens propriétaires, alors que 15 %, seulement, appartenait à ceux qui possédaient plus de 100 hectares.

Il est vrai que la majorité des Polonais estimait que le morcellement des grandes propriétés était réalisé trop lentement. Cependant, malgré la lenteur relative de cette réforme, les statistiques agraires indiquaient qu'entre 1919 et 1938, 3.250.000 hectares avaient été morcelés, dont 1.200.000 dans la partie est de la Pologne, où les grandes propriétés étaient les plus nombreuses, ce qui avait permis de créer plus de 400.000 exploitations familiales, dans cette seule région. En 1938, la Volhynie, l'une des plus fertiles de nos provinces orientales, ne comptait plus que 10 % de grandes exploitations.

Cette démocratisation de la structure agraire en Pologne a été interrompue du fait de la guerre, car les Allemands expulsaient les petits comme les grands propriétaires, confisquaient leurs terres et constituaient de vastes exploitations,

gérées par certains dignitaires hitlériens, avides de gains.

LA VRAIE RAISON DE LA CRISE AGRICOLE

L'urgence de la réforme agraire en Pologne n'était qu'en partie justifiée par le fait que 10 % ou 15 % de la superficie arable appartenait aux grands propriétaires.

C'est le fait que 64,9 % de la population polonaise (année 1931) étaient agricoles, qui constituait un argument bien plus important en faveur de ladite réforme. Il était cependant évident que le morcellement ne pouvait, seul, résoudre la crise agricole, et que l'industrialisation du pays devait apporter une solution heureuse au problème posé par le surpeuplement des campagnes.

C'est pourquoi, en même temps que la réforme agraire, de grands travaux publics furent entrepris, tels, par exemple, la construction du port de Gdynia et du chemin de fer reliant ce port au bassin houiller de la Haute-Silésie.

L'opportunité de l'U.N.R.R.A.

L'attitude des Russes vis-à-vis de l'U.N.R.R.A. pose un problème difficile, écrit la revue britannique « The Economist » du 23 décembre 1944. Elle ajoute :

« Les Russes siègent dans les hauts conseils de l'U.N.R.R.A., mais à l'inverse des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, ils peuvent seulement être receveurs et non fournisseurs de secours. Certainement en ce qui concerne leur propre pays, ils préféreraient adopter les méthodes occidentales. C'est par leurs propres ressources, par l'application de la loi « prêt et bail », ou par des emprunts à long terme qu'ils s'assurent les fournitures, qui comme toute l'aide de l'U.N.R.R.A. ne requièrent pas de contrôle international.

« Le cas est différent pour la Pologne et la Tchécoslovaquie qui se trouvent partiellement sous l'occupation russe. La Russie ne peut leur fournir ce dont elles ont besoin. La solution évidente serait de profiter de l'activité de l'U.N.R.R.A., organisme que la Russie contrôle en partie. Les difficultés que pourraient soulever la dualité des autorités polonaises ne se posent pas, depuis que le Gouvernement de Londres a généreusement déclaré que la question de savoir qui fournira une aide aux Polonais malheureux passait au second plan, du moment que cette aide était apportée. Mais la Russie n'a pas encore défini le rôle de l'U.N.R.R.A. dans les zones, où opèrent ses armées. Après la conférence de Montréal, on avait espéré que le gouverneur Lehmann, directeur général de l'U.N.R.R.A. irait à Moscou et y résoudre la question de concert avec les Russes. Sa mission a été différée, mais d'ores et déjà, il est difficile de blâmer l'U.N.R.R.A. « de son seul travail sur le papier » dans l'est de l'Europe.

Quelque temps avant la guerre, la création d'une zone centrale industrielle devait, non seulement pourvoir la Pologne en moyens de production suffisants en cas de guerre avec l'Allemagne, mais, également, diriger la main-d'œuvre des campagnes surpeuplées vers des nouveaux centres industriels urbains.

Il est à souligner que la réforme agraire en Pologne était appliquée conformément au principe suivant lequel toute exploitation agricole devait subvenir à l'entretien d'une famille.

Étant donné la fertilité moindre du sol ainsi que les rigueurs du climat, il est évident que la quantité de terre indispensable à l'existence d'une famille polonaise devait être beaucoup plus importante qu'en France. C'est pourquoi les « exploitations naines » étaient agrandies jusqu'à concurrence de 5 hectares et la plupart des exploitations nouvelles atteignaient de 5 à 7 hectares, et même davantage.

EXPLOITATIONS FAMILIALES OU KOLCHOZES ?

La réforme agraire annoncée par Lublin consiste à distribuer de petits lots de 2 hectares aux paysans sans terre, sans leur accorder des crédits simultanés pour les bâtiments, les outils et le bétail.

Devant les précisions apportées ci-dessus, cette réforme n'est qu'un pas vers la collectivisation des campagnes, suivant en cela l'exemple de l'U.R.S.S., où la propriété terrienne privée est bannie depuis longtemps et où le système des Sowchozes et de Kolchozes constitue la forme courante de l'économie agraire.

La nouvelle de l'envoi de tracteurs dans les territoires soumis au morcellement par le Comité de Lublin indique que la réforme réalisée sur la rive droite de la Vistule tend à assimiler la structure agraire de la Pologne à celle des Soviets.

En ce qui concerne une réalisation rapide de la réforme agraire, l'opinion des organisations de la Résistance en Pologne est différente. Indépendamment de l'industrialisation du pays et de nombreuses mesures tendant à relever le niveau économique des paysans, la Résistance estime que les propriétés dépassant 50 hectares doivent être toutes morcelées, afin de créer de petites exploitations de 8 à 15 hectares, selon la qualité du sol et la situation topographique.

Cette résolution a été votée à Varsovie le 15 mars 1944 par le Parlement clandestin de la Résistance, émanation des quatre principaux partis politiques : parti socialiste polonais, parti paysan, parti syndicaliste chrétien et parti national démocratique.

Rappelons qu'à cette époque, le Parlement clandestin était présidé par M. Thomas Arciszewski, chef du parti socialiste de Pologne, le même qui, depuis fin novembre 1944, assume la charge de président du Gouvernement polonais à Londres.

(À suivre.)

Après l'acte arbitraire

LES POLONAIS DE L'ÉTRANGER ne reconnaissent que le gouvernement de Londres

Aux États-Unis

On mande de New-York :

M. Charles Rozmarek, président du Congrès des Polonais d'Amérique a fait la déclaration suivante: « Il existe un seul gouverne-

ment polonais légal, reconnu par les Nations Unies à l'exception de la Russie. Le Gouvernement Polonais à Londres jouit d'un appui solide de l'armée, de la marine, de l'aviation et de la Résistance polonaises.

Les Polonais qui se trouvent actuellement sous l'occupation russe n'ont aucune liberté pour exprimer leur volonté sur le choix du gouvernement et il en est de même pour les soldats polonais, en Russie dont les familles sont détenues en Sibérie. Ils ne peuvent dire que « oui » ou mourir.

Le Comité de Lublin est une agence russe, créée par la Russie uniquement pour servir ses intérêts. En imposant un gouvernement de Quislings rouges, la Russie refuse aux Polonais alliés des États-Unis, le droit de bâtir leur avenir.

Six millions de Polonais d'Amérique reconnaissent le gouvernement polonais de Londres comme seul représentant légal de la Nation polonaise.

En France

A la suite de la décision arbitraire du Comité de Lublin, par laquelle il s'est proclamé lui-même gouvernement provisoire, le Comité Central Polonais qui, depuis

l'été 1943, dirige la vie politique et morale de l'émigration polonaise en France déclare ce qui suit :

1. L'émigration polonaise en France, représentant une population d'un demi-million d'individus, se sent étroitement liée avec la Nation, qui combat en Pologne aux côtés de l'héroïque Armée de l'Intérieur, ainsi qu'avec le gouvernement de la République, obligé par les événements de guerre à siéger temporairement à Londres.

2. Le Comité Central Polonais condamne les intrigues des éléments étrangers à la Nation, qui visent à rompre son unité au moment où toutes ses forces vitales sont tendues au plus haut degré dans la lutte contre l'occupant allemand.

3. Le Comité Central Polonais proteste contre l'installation par l'Union Soviétique sur le territoire polonais, soustrait à l'occupation allemande, d'un pouvoir qui est un instrument de la po-

litique soviétique. Il considère le fait de la reconnaissance de ce pouvoir par les Soviets, et ce contre la volonté des Gouvernements alliés, comme une atteinte portée à l'unité des nations alliées dans une période décisive de la guerre contre l'Allemagne.

4. Le Comité Central Polonais constate que la Nation polonaise a conservé pendant plus de cinq années de guerre, une attitude marquée par l'unité et l'honneur. Elle n'a jamais consenti à collaborer avec l'occupant, et c'est pourquoi on doit considérer la création du Comité de Lublin comme une première infraction à ce principe, et le condamner de la manière la plus catégorique.

5. L'émigration polonaise en France ne gardera sa fidélité qu'au Gouvernement légitime de la République, car elle voit en lui le seul dépositaire légal des droits de l'Etat et du peuple polonais devant le monde, et le véritable défenseur des masses laborieuses polonaises.

6. Le Comité Central Polonais fait appel à toute l'émigration polonaise en France — et surtout à ses Comités régionaux et locaux — ainsi qu'à toutes les organisations et associations polonaises — en les invitant à protester énergiquement contre l'acte usurpatoire du Comité de Lublin, qui tend à saper l'indépendance de la Pologne.

Le Comité Central Polonais représente le demi-million d'émigrés polonais résidant en France, groupés en 31 associations et sociétés, lesquelles, sous l'occupation allemande, se solidariseront étroitement avec le mouvement de la Résistance polonaise clandestine, dont l'expression était l'Organisation Polonaise de la Lutte pour l'Indépendance.

—oOo—

Une déclaration de Monseigneur Gawlina

Mgr. Gawlina, aumônier général de l'Armée polonaise a fait le 7 janvier la déclaration suivante : « Il y a quelques jours, nous avons appris que le Comité de Lublin a pris le nom de « gouvernement provisoire ».

« Je sais que tous les Polonais qui ne sont pas sous la menace directe des baïonnettes, protestent vigoureusement. Cependant en tant qu'évêque polonais auprès des forces armées et des réfugiés polonais, je considère qu'il est de mon devoir de déclarer, en toute conscience et gravité qu'il n'existe qu'une seule constitution polonaise devant laquelle les soldats polonais ont prêté serment, un seul Président de la République légal et constitutionnel : Władysław Raczkiewicz, auquel nous devons tous obéissance et un seul gouvernement légal nommé par lui.

Commentaires et déclarations

A propos de la déclaration du « Comité de la Libération Nationale » de Lublin, se proclamant « Gouvernement Provisoire », l'Agence Télégraphique Polonaise PAT a publié, à la date du 31 décembre 1944, les commentaires suivants :

« Dans la partie de la Pologne soustraite à l'occupation allemande, la liberté de la presse et les libertés de réunion et d'association n'existent pas. La presse, la radiodiffusion ainsi que les organisations politiques et sociales autorisées ne sont que des instruments entre les mains du Comité de la Libération Nationale de Lublin.

« D'autre part, dans les provinces régies par le Comité, les autorités civiles de l'Etat polonais clandestin ainsi que l'armée polonaise nationale, soutenant depuis plus de cinq années la lutte contre l'invasisseur allemand, ont été dissoutes, tandis que les fonctionnaires, les officiers et autres gradés ont été, soit emprisonnés, soit désarmés ou déportés, souvent même en compagnie de leurs familles.

« Dans ces conditions, le peuple polonais n'a pas la possibilité d'exprimer librement sa volonté, ni de protester librement le nouvel acte illégal du Comité qui s'est proclamé « Gouvernement Provisoire ».

« L'administration des territoires soustraits à l'occupation allemande se trouve actuellement entre les mains d'un parti, dont le rôle dans la vie politique polonaise n'a jamais été important, c'est-à-dire, du Parti polonais ouvrier, qui revêt, le cas échéant, des appellations diverses.

« Ce parti a été fondé par le Komintern en hiver 1941-42, aux fins de remplacement du Parti communiste polonais, dissous par le même Komintern en 1937. Au début de 1944, le nouveau parti a nommé un « Conseil National », composé de 30 membres, dont les noms n'ont jamais été publiés. En juillet 1944, ce Conseil anonyme s'est attribué les privilèges d'un corps législatif, en désignant « le Comité de Libération Nationale » comme son organe exécutif.

« Les hommes, faisant partie dudit Comité de Libération, n'ont pas été connus, jusqu'à présent, de la population polonaise.

« Le fait qu'ils exercent le pouvoir exécutif sur les territoires polonais résulte uniquement de la situation militaire. Ils en profitent pour supprimer toutes les libertés démocratiques et ils ont institué un régime policier, dont les principes législatifs et éducatifs sont totalement étrangers aux traditions polonaises et occidentales.

« Les territoires administrés par le Comité sont en état d'effervescence continue et se trouvent plongés dans un chaos économique et administratif, occasionné non seulement par le manque de compétence de l'administration,

du Comité de Lublin

Revue de la Presse polonaise

L'état clandestin polonais et le Comité de Lublin

Le « *Jutro Polski* » (La Pologne de Demain), organe du Parti Paysan polonais paraissant à Londres publie dans son numéro du 5 janvier 1945, la déclaration suivante, intitulée « Rien de nouveau » :

Le « *Conseil National de l'Intérieur* » (*Krajowa Rada Narodowa*) s'est reconnu parlement polonais le 31 décembre, simultanément avec la proclamation du Comité de Lublin s'érigeant en « gouvernement polonais ». Les décisions de ce genre ne changent en rien l'état actuel des choses.

Le susdit « *Conseil National* » fut établi le 1^{er} janvier 1944. Quelques communistes, dont certains passèrent toute leur vie hors de la Pologne, et qui ne sont pas même citoyens polonais, se sont reconnus comme représentants de la Pologne, bien que l'existence d'un Etat clandestin polonais et de ses autorités fût généralement connue à cette époque. Une représentation des partis politiques comprenant des délégués de tous les groupements politiques en Pologne était à la tête de cet Etat clandestin. Cette représentation fut ensuite réorganisée et devint le Conseil d'Unité Nationale, parlement clandestin de Pologne.

Le gouvernement en Pologne était composé d'un délégué du Gouvernement — premier ministre délégué — de trois ministres et de cinq représentants de l'Armée de l'Intérieur.

L'Etat clandestin mena une lutte ininterrompue contre les Allemands depuis 1939, époque où M. Rataj du parti paysan, M. Niedzialkowski du parti socialiste, M. Kwiecinski du parti démocrate-chrétien et M. Debski du parti national-démocrate posèrent les fondations de cet organisme.

Outre de nombreux chefs éminents, des centaines de milliers d'agents politiques, officiers et soldats de l'Armée de l'Intérieur, ainsi que deux délégués du gouvernement et deux commandants en chef de l'Armée de l'Intérieur payèrent cette lutte de leur vie, ou furent emprisonnés et torturés.

Sans prendre en considération ces faits certaines personnes créèrent le nommé « *Conseil National de l'Intérieur* » le 1^{er} janvier 1944. Ce Conseil convoqua ensuite le Comité de Lublin. Au début, des hommes tels qu'Andrzej Witos, par exemple, furent introduits comme membres — on sait dans quelles circonstances. Ils n'ont pas fait long feu au Comité et on ne sait ce qu'ils sont devenus.

Bien que le Comité de Lublin déployât son activité dans des territoires polonais où séjournaient des membres des partis politiques qui avaient le droit de les représenter, aucun de ces derniers ne firent partie dudit Comité. Afin de les représenter, des gens qui n'avaient jamais appartenu à ces partis et qui n'avaient jamais été connus, furent introduits au Comité.

Les communistes — qui changeait de couleur comme le caméléon — se mirent à parler au nom de tous les partis politiques polonais. C'est une mascarade habilement préparée qui ne trompera personne, de même que personne ne s'est laissé tromper par les réunions actuelles du « *Conseil National de l'Intérieur* », usurpant les droits d'un parlement et proclamant le Comité de Lublin — Gouvernement polonais.

De semblables actes ne changeront pas la réalité, même si le Comité de Lublin assume en usurpateur les droits du gouvernement : il a notamment décrété la conscription dans l'armée, commencé l'émission de monnaies, imposé des taxes, établi des tribunaux et procédé à l'évacuation des citoyens polonais d'origine ukrainienne. Toute cette activité constitue les fonctions normales des autorités de l'Etat.

Un changement essentiel ne peut survenir qu'au moment où ce gouvernement sera reconnu par l'U.R.S.S., la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. Sa reconnaissance par l'U.R.S.S. avant la conférence des « trois grands » prouverait un manque d'unité entre les Nations Unies.

Nous n'envisageons pas comme possible la reconnaissance de ce « gouvernement » par la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et la France, car elle signifierait que ces puissances consentent une Pologne communiste prête à être incorporée à l'U.R.S.S., une Pologne dont « l'indépendance, la liberté et la puissance » si solennellement promises seraient compromises avec l'assentiment de ces Etats ».

ÉPURATION ?

Le *Dziennik Polski* de Londres, parlant de la composition du « Gouvernement » de Lublin attire l'attention des lecteurs sur le fait que MM. Drobner, Zommerstein, Mme Wasilewska, ont disparu.

La disparition du général Berling, qui fut le délégué du chef du département de la Défense Nationale du Comité est particulièrement significative. Son poste est occupé actuellement par M. Alexandre Zawaski, d'origine polonaise, officier de l'Armée Rouge depuis 1920, et qui fut pendant plusieurs années colonel du NKWD à la frontière de Mandchourie. Un autre officier soviétique, le général Konczyk, est devenu le second délégué du général Rola-Zymierski. Les postes les plus importants sont occupés par les membres du parti ouvrier polonais — communistes déclarés.

Le vice-président du Conseil Gomolka, les ministres « de la sécurité publique, M. Radkiewicz ; de l'éducation nationale, M. Skrzyszewski ; de l'industrie, M. Minz ; des finances, M. Dabrowski — sont tous membres du parti ouvrier. Le général Rola-Zymierski, qui n'appartient soi-disant à aucun parti, est membre du Parti ouvrier et détenteur de la carte du Parti n° 21. Ses deux délégués sont des officiers de l'Armée Rouge.

ions officielles polonais

mais également par l'absence absolue de confiance de la part du peuple envers les décisions du Comité.

« Tous les dirigeants et hommes politiques résidant en Pologne et participant au Conseil National des Ministres et au Conseil de l'Unité Nationale, où sont représentés tous les principaux partis politiques, continuent la lutte contre les Allemands. Malgré l'héroïque échec de l'insurrection de Varsovie, insurrection qui a duré plus de deux mois et à laquelle a participé toute la population de Varsovie, ces dirigeants sont restés à leurs postes et continuent d'exercer leurs fonctions en coopération étroite avec le Gouvernement polonais de Londres.

« Le Gouvernement polonais proteste solennellement contre l'attentat qui vient d'être commis par le Comité de Lublin, en revêtant illégalement le nom du « Gouvernement provisoire », attentat qui lèse la souveraineté de la Nation polonaise tout entière. Jamais le peuple polonais ne reconnaîtra aucun pouvoir, aucun régime totalitaire, imposés aux territoires nationaux, et jamais il ne cessera la lutte pour l'indépendance véritable et réelle de la Patrie.

« Dans le pays, comme à l'étranger, les paysans, les ouvriers et les intellectuels polonais continuent la lutte contre l'envahisseur allemand. Cette lutte est dirigée par le Gouvernement polonais de Londres qui est reconnu, par les Alliés, les Nations unies, ainsi que par les neutres, comme la représentation légitime de la République polonaise.

« Après le nettoyage de tout le territoire national de l'occupation allemande et le départ de toutes les armées étrangères, le peuple polonais pourra, par la voie du libre suffrage universel, choisir le système politique et élire un gouvernement réellement conforme à sa volonté. »

— 00 —

L'Agence P.A.T. est autorisée par le Gouvernement polonais à déclarer que la reconnaissance officielle par l'U.R.S.S. du « Gouvernement Provisoire » de Lublin « créé sous la tutelle des Soviets, constitue une violation directe du droit fondamental de la Nation polonaise à un Etat vraiment indépendant, libre de toute ingérence étrangère ainsi qu'une infraction au droit sacré du peuple polonais d'organiser sa vie intérieure telle qu'il la conçoit.

Le Gouvernement polonais qui désire sérieusement une entente durable entre la Pologne et l'Union Soviétique, déplore profondément cet acte du gouvernement soviétique, acte qui rend cette entente plus difficile et ne contribuera pas au renforcement de l'union entre les Alliés, union qui leur est nécessaire dans leur lutte contre l'ennemi commun.

A propos d'un appel du Général Rola-Zymierski

L'Agence P.A.T. a publié le communiqué suivant :

« Prononçant un discours à l'occasion de la proclamation du Comité de Lublin — Gouvernement provisoire — le général Rola-Zymierski a dit : « Nous croyons que ceux qui ont couvert de gloire les armes polonaises dans les batailles d'Italie, de France et de Hollande rompront avec leur commandement réactionnaire et contribueront par leur lutte à rendre la Pologne libre et démocratique. »

« Le discours du général Rola-Zymierski a été radiodiffusé plusieurs fois en polonais, français, anglais et russe. Les milieux officiels polonais à Londres considèrent que cette déclaration constitue un appel à la mutinerie adressé aux soldats des unités polonaises qui combattent en Italie, en France et en Hollande aux côtés de leurs alliés britanniques et américains et restent sous le commandement allié ».

Dans un éditorial intitulé « Appel à la trahison — Lublin adresse un appel de mutinerie aux armées alliées polonaises ». Le journal polonais de Londres *Dziennik Polski* écrit notamment : « Il n'est pas difficile de comprendre la signification de cet acte surprenant du général Rola-Zymierski. C'est un appel à la désertion, c'est un appel pour renier le serment, pour désertier non seulement les unités polonaises, mais aussi les armées alliées. Ainsi, c'est un ordre d'abandonner le front. C'est une action ouverte et directe en faveur de l'armée allemande.

« Les forces armées polonaises à l'Ouest sont actuellement en action sur deux fronts : dans la région de Faenza en Italie où le corps d'armée polonais forme une partie intégrale de la huitième armée, et en Hollande où la division polonaise combat avec la première armée canadienne. Sur les deux fronts elles combattent le même ennemi que les officiers de l'armée soviétique que remercie le général Rola-Zymierski pour l'accomplissement parfait de leur devoir ».

« Un ordre de désertion adressé aux soldats polonais combattant en Hollande et en Italie est un appel à la mutinerie pour la cause des Alliés. C'est un appel pour abandonner les frères d'armes britanniques, américains et canadiens avec lesquels les Polonais combattent la tyrannie allemande dans la lutte non seulement pour la liberté de leur patrie mais aussi pour celle de l'Europe entière.

« Cet appel n'est pas uniquement un crime moral. Il constitue également un délit contre l'unité des activités des Alliés et contre leurs plans d'opérations élaborés en commun par la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et la Russie.

« Comment le général Rola-Zymierski s'imagine-t-il, de Lublin, la marche des soldats polonais de Hollande ? C'est son affaire et celle du « gouvernement » qu'il représente. La seule chose étonnante est qu'ils aient essayé de donner à cet acte de trahison une publicité mondiale transmettant l'appel en six langues par le poste de Lublin ».

M. BIERUT

Citoyen soviétique, et

« Président de la République » de Lublin

Lorsque les troupes soviétiques entrèrent en Pologne en 1939, Bierut y fut envoyé. Il y organisa une intense « épuration » parmi les Polonais, les Ukrainiens et les Juifs qui n'étaient pas cent pour cent communistes. Des déportations en Russie, des arrestations et des exécutions furent soigneusement préparées par lui. Lorsque les Allemands occupèrent la Pologne orientale il s'enfuit à Moscou mais en hiver 1941-1942, parachuté par un avion soviétique il revint en Pologne avec la tâche d'organiser une activité communiste contre la Résistance et contre les autorités clandestines dirigées par le Gouvernement de Londres, ainsi que de créer une nouvelle administration polonaise en opposition avec celle qui existait déjà. Finalement il créa un parti communiste polonais sous le nom innocent de « Parti Ouvrier ».

Ensuite ce fut la constitution du Conseil, qui devait soi-disant représenter la nation polonaise, et du Comité, connu sous le nom du Comité de Libération.

En mars 1944, M. Bierut, avec quatre autres personnes, parmi lesquels Osubka-Morawski réussirent à atteindre Moscou et le groupe parut publiquement comme la « direction du Conseil national de l'Intérieur ».

Outre Bierut, cette délégation comprenait trois communistes et Osubka-Morawski, inconnu jusqu'alors.

A Moscou plusieurs autres adhérents de Russie se joignirent à la délégation et c'est ainsi que furent formés le « Comité de Libération Nationale » sous la présidence de Osubka-Morawski, et le « Conseil National de l'Intérieur » sous celle de Bierut.

Vous ne connaissez qu'imparfaitement
la question polonaise

DOCUMENTS

vous renseigne sur cet important
problème d'actualité

M. Bierut, dont le vrai nom est Krasnodebski, est né en 1891 à Laczna, près de Lublin. Pendant la guerre de 1914 il servit dans l'armée russe et commença à cette époque son activité communiste. EN 1921 IL FUT ADMIS AU KOMINTERN ET REÇUT EN MEME TEMPS LA NATIONALITE SOVIETIQUE. Etant d'origine polonaise des tâches spéciales lui furent confiées en Pologne. Attaché à la section polonaise du Komintern il consacra plusieurs années à l'étude des problèmes théoriques. En 1923 il fut envoyé pour la première fois en Pologne où il devint bientôt un des leaders du Parti Communiste Polonais. En 1925 il organisa la fuite du fameux membre du Komintern Leszczynski et s'enfuit lui-même à Moscou.

Ensuite il fut mis à la tête de la section polonaise dans les bureaux du Komintern pour l'Europe centrale et orientale qui avait son siège à Vienne et qui fut transféré en 1930 à Prague. Il y collabora étroitement avec un certain Jurewicz, caissier du Komintern pour cette région d'Europe. En 1932 il fut à nouveau envoyé en Pologne comme chef de l'organisation communiste clandestine. Cette fois il fut arrêté et condamné à sept ans de travaux forcés, MAIS AU BOUT DE QUELQUE MOIS IL FUT ECHANGE, EN TANT QUE CITOYEN SOVIETIQUE, CONTRE UN PRISONNIER POLONAIS EN RUSSIE. En 1933 il entra dans une école supérieure, organisée par le Komintern à Leningrad. Il passa ensuite deux ans à Moscou où il continua ses études politiques. En 1936, sous le nom de Rutkowski il fut chargé de la direction de la section polonaise du département des affaires étrangères du G. P. U.

La contribution de l'armée polonaise — dans la libération de la France —

(Suite de la première page)

Les hommes du 2^e corps polonais s'étaient déjà battus contre les Allemands en septembre 1939. Faits prisonniers par l'armée rouge, à l'époque où celle-ci, hélas ! coopérait avec la Wehrmacht, ils furent déportés en Sibérie. A la faveur du traité d'amitié Staline-Sikorski, conclu au moment où la situation militaire de l'U.R.S.S. paraissait la plus critique, les prisonniers polonais, libérés et ramenés en Russie occidentale, purent être reconstitués en unités régulières. Cependant, la fortune des armes ayant souri à l'armée rouge, les relations russo-polonaises s'en trouvent curieusement affectées et les corps polonais mis à la portion congrue, tant au point de vue du ravitaillement que de celui de l'armement. Sur ce, les alliés décidèrent leur transfert en Moyen-Orient, où ils se familiarisèrent avec le maniement des armes modernes.

Curieux périple, en vérité, de Varsovie en Italie, en passant par la Sibérie et la Perse, pour en arriver à ouvrir la route de Rome et par incidence, celle de Paris.

Le débarquement en France

Ainsi, le 6 juin, dix-huit jours à peine après la prise de Cassino qui leur donnait toute liberté de mouvement, les alliés débarquaient en France. L'aviation et la marine polonaises prirent aussitôt une part très active à cette formidable opération.

En ce qui concerne l'aviation, ce que l'on sait déjà, en attendant un bilan d'ensemble, c'est que c'est une escadrille polonaise qui a conquis, au premier jour, le record des victoires, en abattant sûrement 15 avions ennemis et 5 autres, probablement. Notons au passage que l'aviation polonaise représente aujourd'hui une force relativement importante, se plaçant dans le camp des alliés, au quatrième rang, après celles de la Grande-Bretagne, des Etats-Unis et de la Russie. Elle compte au moins 15 *squadrons* et un effectif de 12.000 hommes.

La marine polonaise a, elle aussi, joué son rôle. La précision du tir de son artillerie, et spécialement du croiseur « *Dragon* », lui ont valu les éloges du Haut Commandement. Les contre-torpilleurs « *Slazak* » et « *Kujawiak* » se sont particulièrement distingués dans leur action protectrice, très efficace, du débarquement.

Le 10 juin, les contre-torpilleurs polonais « *Blyskawica* » et « *Piorun* » ont pris part à une bataille navale, à proximité des côtes françaises, la seule qui ait eu lieu depuis le début du débarquement. Elle a eu pour résultat l'envoi par le fond de deux contre-torpilleurs ennemis, tandis qu'un troisième était sévèrement endommagé. Durant une phase de la bataille, le commandement de

toutes les unités alliées avait été transféré au contre-torpilleur « *Blyskawica* ».

Un précieux témoignage

Mais si dans les airs et sur mer les forces polonaises ont accompli, dans toute la mesure de leurs moyens, leur devoir, c'est sur terre qu'il leur a été donné d'apporter, comme à Cassino, un concours essentiel. C'est la division blindée polonaise du général Marek qui, placée en tête de l'armée canadienne, a réussi, après dix-huit jours de combats acharnés, à établir, dans la région de Falaise, la liaison avec les forces américaines et à fermer irréductiblement la poche où se trouvait entassé le gros des divisions ennemies.

Nous avons sous les yeux le carnet de route d'un officier de cette division. Nous le donnons tel quel, dans sa sobriété toute militaire, en « censurant » seulement, de nous-mêmes, quelques détails qui aujourd'hui encore pourraient paraître d'une indiscretion inopportune. On verra à la lecture de ces notes laconiques comment une bataille qui avait débuté comme une opération de rupture s'est heureusement transformée ensuite en une vaste manœuvre d'encerclement, évitant ainsi au pays une bataille de la Seine, dont Paris aurait pu devenir, fort dangereusement, l'enjeu âprement disputé.

« Nuit du 27 au 28 juillet, embarquement de notre division dans les docks de Londres.

« 31 juillet, débarquement sur la plage de Courseulles.

« 1^{er}-7 août, achèvement de la mise en ordre de combat dans la région de Bayeux.

« Nuit du 7 au 8 août, marche sur les positions de départ au sud de Caen, en vue d'une attaque sur Falaise, où se trouve la « charnière » ennemie. Si l'on enfonce cette charnière, le système défensif allemand en Normandie doit s'effondrer. Dans la nuit, deux divisions d'infanterie doivent pénétrer dans les lignes ennemies. Notre division blindée, suivie de quatre divisions blindées canadiennes, a pour tâche de pénétrer dans la brèche, faite par l'infanterie, et de s'emparer de Falaise.

« 8 août. L'effet de surprise de l'attaque menée de nuit par l'infanterie n'a que partiellement réussi. La brèche n'est pas assez profonde. Néanmoins, à 10 h. 30, deux divisions blindées passent à l'attaque, la canadienne à l'ouest de la chaussée Caen-Falaise, la polonaise à l'est de cette route. A 13 h. 45, 500 bombardiers tactiques doivent détruire les positions ennemies se trouvant devant le front d'une de nos brigades blindées qui s'est avancée à hauteur des éléments d'infanterie de tête et est exposée à un puissant feu d'artillerie et de mortiers. Pour une raison inconnue, les bombardiers s'attaquent à un autre objectif et nous nous heurtons à des positions allemandes absolument intactes et appuyées par une sortie de 24 chars Panther. En vingt minutes, nous perdons 23 chars, démolis ou incendiés. Nous sommes obligés de nous replier.

« Nuit du 8 au 9 août. Notre brigade s'empare par surprise de Caucourt. L'ennemi, pris de panique, s'enfuit vers la rivière Dives. Là, il se regroupe sur les hauteurs dominant la rivière, où se trouvent ses positions de troisième ligne. Vers le soir, nos blindés pénètrent à l'intérieur de ces positions, font 200 prisonniers et libèrent 300 prisonniers canadiens. Mais une puissante contre-attaque nous oblige à reculer d'un kilomètre et demi, après avoir perdu 3 commandants de régiment et 15 chars. Les Allemands sont beaucoup plus forts dans ce secteur qu'on

ne l'avait supposé. Deux divisions blindées ne suffisent pas.

« Nuit du 9 au 10 août. Nous occupons Estrées-la-Campagne et Soignolles. Nous restons vingt-quatre heures sans vivres et sans eau. On réussit à nous en passer en tankettes.

« 11 août. La division est portée sur l'aile gauche. Aucune brèche n'avait été ouverte. Obligés de reculer après de durs combats.

« 12 août. Nous revenons sur l'aile gauche et entamons une manœuvre en profondeur pour atteindre Trun en passant par Jort. Nous pénétrons à l'intérieur des groupements ennemis, forçons la Dives à la hauteur de Jort et, après avoir construit un pont, poussons aussitôt sur Trun. Les Allemands se défendent avec acharnement et nous opposent le premier corps blindé S.S.

« 15 août. Après trois jours de lutte, la division atteint la route Trun-Falaise. A ce moment, nous recevons l'ordre d'opérer une percée jusqu'à Chambois, afin de fermer la voie de retraite à l'ennemi.

« 19 août. Nous avons enfin atteint et conquis Chambois et la colline de Coudeharte. La poche est maintenant fermée.

« 22 août. Trois jours de la lutte la plus dure. Deux corps d'armée blindés S.S. nous attaquent pour forcer le passage, tandis qu'une division cherche à nous déloger en nous tournant par l'Est.

« 25 août. Nous sommes restés pendant deux jours entièrement isolés. Vivres et munitions s'épuisaient. On nous en a parachutés, mais beaucoup manquaient le but. 400 blessés ne peuvent être évacués. Une furieuse attaque allemande, qui paraît, cette fois-ci, la dernière. Nous faisons 3.000 prisonniers, dont le commandant d'un corps S.S. Les cadavres ennemis s'amoncellent autour de Coudeharte.

« 26 août. C'est fini. La liaison est établie.

« Après quelques jours de repos, la division se porte sur Abbeville, dont elle s'empare après 24 heures de combat. Elle libère successivement Saint-Omer, Ypres, Roulers, Thielt, Gand, Saint-Nicolas. »

Ce qui frappe dans ce récit sans apprêt, ce sont, n'est-ce pas vrai, les fluctuations d'une bataille d'aussi grande envergure. Que d'échecs sanglants alternant avec des succès, avant d'atteindre la victoire corollaire de celle de Cassino, la victoire et la libération...

La Pologne est fière de son armée

Et pourquoi ne pas dire que l'armée, qui a accompli ces exploits, a été formée par le gouvernement démocratique polonais de Londres que d'aucuns qualifient d'« émigré » mais qui mérite beaucoup plus le nom de « gouvernement de la résistance » puisque son président poursuivait, il y a quelques mois encore, à Varsovie, la lutte clandestine contre l'occupant.

La Pologne est fière de son armée. C'est aujourd'hui son seul réconfort. Et quel accueil ne réservera-t-elle pas un jour à ses héros victorieux !

Ceci dit, faut-il tenir pour saugrenue ou tragique cette question d'un député anglais qui demandait (au cas sans doute où le gouvernement soviétique d'occupation de Lublin serait maintenu au pouvoir), si les glorieux combattants de Cassino et de Chambois seraient autorisés à rentrer dans leur patrie.

La situation en Pologne orientale

Le 2 janvier l'Agence « France-Presse » a publié un communiqué, qui précisait l'attitude de la France vis-à-vis du Comité de Lublin.

Le communiqué constatait entre autres « que la difficulté, pour le Gouvernement de Paris, réside dans le manque d'informations concernant la réalité politique de la Pologne et notamment la situation exacte du Comité de Lublin dans les territoires libérés ».

Ce manque d'informations, signalé par l'edit communiqué nous encourage à reproduire un article provenant d'une source neutre : *La Tribune de Genève* du 20 décembre 1944, dont l'auteur écrit notamment :

Un grand nombre de renseignements sur la situation en Pologne qui parviennent à Londres passent par le canal de Stockholm. Des relations clandestines existent entre la Pologne et les Polonais à l'étranger, mais les chroniques publiées dans la presse anglaise concernent presque uniquement les événements dans les régions encore occupées par les Allemands. Ces faits sont trop connus pour que nous nous y attardions. Disons simplement que l'armée intérieure polonaise est toujours en action contre les unités de la Wehrmacht et de la police allemande. L'activité des patriotes polonais est surtout intense dans le district de Lodz, où les Allemands mènent ce qu'ils appellent le « Volkssturm-kampf », c'est-à-dire une lutte destinée à affermir l'élément ethnique allemand au détriment de la population polonaise et par les méthodes que l'on devine. Des combats violents se sont déroulés cet automne et la presse allemande du Gouvernement général donne une confirmation indirecte de ces renseignements transmis par la Résistance polonaise.

La défaite de Varsovie a été une amère déception pour tous les combattants de l'intérieur. Cependant, malgré la douleur que cette tragédie a mise au cœur des Polonais, qui n'arrivent pas à comprendre pourquoi une aide aussi insignifiante leur fut fournie de la part des Alliés, la lutte continue avec la même ardeur en province. La seconde chute de Varsovie est considérée comme une bataille perdue qui ne doit pas diminuer la résolution des soldats de l'armée secrète. Les péripéties de cette lutte qui se poursuit presque dans chaque région sont relatées régulièrement dans des rapports publiés par le gouvernement polonais de Londres.

Mais, ce qu'on ignore dans les pays alliés, ce sont les renseignements sur la situation de l'autre côté du front germano-russe, dans les districts occupés par l'armée rouge et administrés par le Comité de libération de Lublin.

Les Russes en Pologne Orientale

Des premiers rapports parvenus à Stockholm, on a pu conclure que l'harmonie était loin d'être parfaite dans ces régions de la Pologne orientale. Des milliers de soldats polonais ont été enfermés, on comprend difficilement pour quelles raisons dans les camps de concentration naguère installés par les Allemands. Des détachements importants de l'armée intérieure qui, venant de l'Est, allaient au secours des combattants de Varsovie, furent arrêtés et internés sur l'ordre du Comité de Lublin. Quant à l'autorité de ce Comité, elle parut d'emblée fort contestée par l'ensemble de la population. La réforme agraire projetée échoua, bien que nécessaire, devant la résistance systématique opposée par les paysans à toute mesure décrétée par les hommes de Lublin.

Mais on peut se demander pourquoi le Comité de Libération, qui bénéficie de l'appui des Russes et combat vigoureusement les Allemands, principaux ennemis des Polonais, rencontre une telle hostilité. L'explication est simple : le gouvernement polonais de Londres est considéré comme le seul légal et on se défie d'un

organisme à la dévotion des Russes envers lesquels les Polonais ont de trop bonnes raisons de conserver quelque ressentiment. Le qualificatif de Quisling est appliqué à M. Morawski et à ses collègues de Lublin. Les Polonais considèrent que la Russie, puissance alliée, les traite plus mal encore que les pays satellites de l'Allemagne qui ont déposé les armes. En effet, ni la Finlande ni la Roumanie ne se sont vu imposer par leur vainqueur un gouvernement formé à Moscou, comme ce fut le cas avec la Pologne qui est contrainte de subir le Comité dit de libération.

Actuellement, le Comité de Lublin ne se maintient que grâce à l'appui de l'armée rouge. Les rapports transmis par la radio secrète polonaise permettent de conclure que, sans le secours des baïonnettes soviétiques, il ne serait pas resté en fonction plus de quarante-huit heures. Et même dans ces circonstances son existence paraît précaire. Malgré les avertissements sévères du gouvernement de Londres, une cinquantaine d'attentats sont déjà signalés contre des collaborateurs prussiens. Ces faits témoignent de la fausseté de la thèse soviétique affirmant que les ministres en exil à Londres sont des fascistes ne représentant pas les sentiments de la population polonaise. Au contraire, pourrait-on dire, la population dans son ensemble paraît encore plus intransigente que M. Mikolajczyk et ses collègues, ce qui n'empêche pas, du reste, la propagande de Lublin de chercher à utiliser ces attentats pour flétrir l'activité des prétendus fascistes polonais.

Toutefois, l'attitude des Polonais envers les Russes ne peut pas être qualifiée d'hostile. La population fait preuve, au contraire, de sentiments amicaux à l'égard des soldats des unités régulières russes, mais elle poursuit de sa haine les membres de la police soviétique et de son mépris les Polonais, d'ailleurs très peu nombreux, qui collaborent avec elle.

Les Polonais ne comprennent pas

De part et d'autre de la ligne du front, les Polonais sont en général aux prises avec un cruel désespoir. Ils n'arrivent pas à comprendre pourquoi leur pays, qui fut toujours d'une fidélité absolue à la cause alliée, est l'objet de tant de conflits et de tant de pressions sur le plan politique, à côté des souffrances sans nom et des désastres parfois irréparables qui, depuis 1939, n'ont cessé de l'accabler matériellement. Avant le redressement de la France, la contribution militaire de la Pologne venait au quatrième rang, immédiatement après les trois grandes puissances. Les Polonais comparent avec amertume leur situation avec celle de la Tchécoslovaquie. Ce pays de 14 millions d'habitants devrait fournir un effort équivalant au moins à la moitié de celui de la Pologne qui, avant 1939, comptait 32 millions d'habitants, chiffre dont il faut certainement aujourd'hui retrancher plusieurs millions. Les Tchèques ne résistèrent même pas aux Allemands en 1938 et en 1939, et pourtant leurs frontières d'avant 1938 leur sont garanties. D'autre part, on conteste que la Tchécoslovaquie ait, plus que la Pologne, droit à la sympathie des Russes. De 1917 à 1919, une légion

tchèque participa à la guerre civile russe du côté des blancs, alors que les Polonais menaient une lutte essentiellement nationale. Et la Tchécoslovaquie ne reconnut l'U.R.S.S. qu'en 1933, alors que la Pologne entretenait une mission diplomatique à Moscou dès 1921, après le traité de Riga. Depuis lors, on remarque que les Tchèques n'ont rien fait de particulier pour mériter le traitement de faveur dont ils bénéficient. Le gouvernement Bénès a même évité d'attaquer Hacha... Les Polonais ne peuvent pas comprendre.

Ce qui paraît inadmissible, c'est qu'on prétend leur appliquer à eux, les premiers qui aient osé résister au Troisième Reich, le principe de la capitulation sans conditions, du moins en ce qui concerne la partie orientale de leur pays. On cherche à leur faire admettre ce qu'ils appellent déjà « le cinquième partage de la Pologne ». Car on ne pourra jamais faire dire à un Polonais que Lvov est une ville ukrainienne et Vilna une ville blanc-russe ou lituanienne.

Socialistes contre communistes

Les Polonais ne sont pas pressés de régler leurs contestations avec les Russes. Ils préféreraient ajourner toute la question à la conférence de la paix, dans la conviction que les sentiments des populations menacées d'être rattachées à l'U.R.S.S. pourraient mieux s'exprimer. Si les élections libres étaient organisées, après la libération, on évalue que, dans le cas le plus favorable à l'extrême-gauche, les communistes réuniraient au maximum 10 % des suffrages.

Il est curieux de constater que l'élément polonais le plus ouvertement opposé aux Russes et à leurs auxiliaires communistes est le parti socialiste. Ce fait illustre mieux que tout autre les sentiments réels des « masses profondes ». Ce parti socialiste polonais est représenté au sein du gouvernement de Londres auquel tous les socialistes restés en Pologne, c'est-à-dire ce qu'on peut indiscutablement appeler les masses populaires, sont d'une absolue fidélité. Un phénomène comparable se manifeste dans la plupart des pays géographiquement proches de la Russie. Dans les Etats baltes, les socialistes sont pourchassés par les Soviétiques. En Finlande, le leader socialiste Tanner est l'ennemi juré des éléments prosoviétiques. En Suède, la presse socialiste, qui ne cesse de polémiquer contre les communistes, marque une réserve très nette à l'endroit du régime bolchevique qui a le don de plaire à certains organes libéraux. C'est que, en Europe orientale, les socialistes sont particulièrement bien placés pour savoir que le bolchevisme ne fait pas souvent le bonheur des peuples.

Amertume...

Malgré tout, la détermination de poursuivre la lutte contre les Allemands ne faiblit nulle part. C'est une question d'honneur national, pensent les Polonais, dont tous les sentiments sont gouvernés par cette idée. Ils veulent que personne, dans la coalition alliée, n'ait quelque chose de grave à leur reprocher, et, de fait, toutes les accusations que peuvent leur lancer quelques membres des Nations unies paraissent dictées par la mauvaise foi et la perfidie. Partout où des Polonais ont la possibilité de lutter, ils le font avec une bravoure toujours admirable.

Mais quel sera l'aboutissement réel de cette lutte où le meilleur de leur sang n'a pas cessé de couler ? Peut-être une certaine autonomie sur une moitié du territoire national, pensent-ils avec amertume.

La lecture de
DOCUMENTS
est indispensable
à qui désire se former
une opinion objective
au sujet de la Pologne